

miques ont amené la Grande-Bretagne à vouloir renoncer au Commonwealth en faveur du Marché commun. Cependant, la Grande-Bretagne demeure l'inspiration et le guide de 700 millions d'hommes, qui disposent des richesses naturelles les plus abondantes de n'importe quel bloc commercial de l'univers. S'il en est ainsi, c'est que nous comprenons mal la valeur du Commonwealth. Si nous n'acceptons pas que la Grande-Bretagne brise aussi facilement ses liens, elle ne le ferait pas si notre attitude était différente. Il y a à peine quelques mois, un fonctionnaire supérieur du gouvernement de la Grande-Bretagne me disait ceci: «Si nous étions convaincus que le Canada prendrait l'initiative en vue du maintien du Commonwealth, nous serions les premiers à le suivre.» Je crois qu'il parlait très sérieusement. A mon avis, il pensait à l'époque où la Grande-Bretagne avait proposé l'établissement d'une zone commerciale de libre échange du Commonwealth, proposition que le Canada avait rejetée.

En troisième lieu, je voudrais dire quelques mots des relations entre le Canada et les pays communistes. A mon sens, on doit féliciter le gouvernement d'avoir parlé en faveur du traité, signé à Moscou en août dernier, au sujet de l'interdiction des essais nucléaires. Ses paroles n'ont peut-être pas eu une très grande portée mais elles ont au moins servi à nous rapprocher de la paix que souhaite toute personne équilibrée et que veulent sûrement les Canadiens. Nous devrions prendre l'initiative dans ce domaine. Le Canada devrait être le premier à fermer toute brèche qui pourrait se produire dans le monde. Nous aurons lieu de nous féliciter de toute mesure que nous prendrons pour que se poursuivent les entretiens et les pourparlers personnels. J'englobe sûrement dans cette classification le traité sur l'interdiction des essais nucléaires. Pourvu qu'on puisse obtenir des garanties appropriées, le désarmement mondial réalisé par étapes est le seul espoir pour l'avenir du monde.

L'année dernière, nos relations commerciales avec l'Union soviétique ont considérablement augmenté. Jusqu'à un certain point, notre économie y a trouvé beaucoup d'avantages, mais, selon moi, il y a deux choses qu'il faut mentionner à ce propos. D'abord, nous n'avons pas encore mis au point de système efficace favorisant les relations commerciales bilatérales entre les pays communistes et le Canada; pour porter fruits d'une façon permanente, tout commerce doit être fondé sur un accord bilatéral. Donc, même si notre agriculture se réjouit que nous ayons trouvé un débouché pour notre blé, le problème des conséquences économiques pouvant découler des importations reste posé. Aucun pays, certainement pas le Canada, ne peut

s'attendre de continuer à faire commerce sans ententes bilatérales offrant la possibilité de rendre ce commerce efficace et permanent.

Deuxièmement, nous devons être assurés que nous ne fournissons pas simplement les matières premières grâce auxquelles les pays communistes acquièrent de l'influence en ré-exportant directement ou indirectement à d'autres pays du monde et, en certains cas, à des populations qui veulent rester avec nous dans le bon voisinage des pays occidentaux, qui ont pour mission d'assurer la liberté des gouvernements et des êtres humains. On ne peut dissocier le commerce de ses répercussions politiques et, même si un aspect de notre économie y trouve son profit, qu'arrivera-t-il aux autres si nous ne parvenons pas à élaborer une politique commerciale d'échanges réciproques? Il ne faut pas qu'on se rende compte un jour que nos transactions commerciales avec nos voisins communistes auraient dû être faites directement avec d'autres pays sous-développés.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a mentionné la possibilité de reconnaître la Chine communiste. J'estime qu'on ne devrait exclure aucun pays de la table de négociations, sauf s'il est impossible de faire autrement. Je n'ai pas oublié les événements qui m'ont d'abord poussé à me rendre en Afrique. C'était parce qu'une nation forte en avait envahi une petite, avait violé ce pays, éliminé tous ses citoyens instruits et fait disparaître sans pitié ceux qui voulaient continuer à vivre librement. Certains députés ici ce soir assistaient aux réunions de la Ligue des nations quand cette affaire s'est produite en 1934, 1935 et 1936, et pour la plus grande honte des pays occidentaux nous avons tourné le dos à ce petit pays, l'Éthiopie. Eh oui, ce n'était qu'un pays de 15 à 20 millions d'habitants pas très instruits, qui n'avaient pas accompli de grandes choses et qui n'avaient aucune influence dans la politique internationale. Mais nous leur avons tourné le dos et ce geste marque et marquera jusqu'à la fin des temps d'un odieux stigmate le monde occidental.

Tant que la reconnaissance de la Chine rouge signifiera l'anéantissement de 11 millions de personnes qui veulent vivre en liberté dans l'île de Formose, elle ne saurait être justifiée. Dès que la Chine communiste reconnaîtra l'existence de l'autre Chine, il faudrait, il me semble, dans l'intérêt du monde entier, qu'elle soit admise aux assemblées. Selon ce que nous en avons vu ces derniers mois, il est évident qu'elle est résolue à arriver à ses fins coûte que coûte.

Au moment où presque tous les pays du monde pleurent la mort du président Kennedy,